



Rassemblement Régional Mardi 19 janvier 2010 Travailler et vivre en Midi-Pyrénées

Mobilisons nous pour gagner une vraie politique industrielle !

La CGT demandait depuis plusieurs mois la tenue des états généraux sur l'industrialisation. Notre région dispose d'atouts industriels importants, sans lesquels il ne peut y avoir de développement durable pour les populations. Aujourd'hui la crise systémique a accentué la fragilité du tissu industriel. Il y a urgence à trouver des alternatives pour une véritable politique industrielle en Midi-Pyrénées. C'est une priorité essentielle pour vivre et travailler partout en Midi-Pyrénées et avoir une région équilibrée économiquement. D'où notre campagne pour le développement de l'emploi industriel et des services publics dans les territoires, qui a donné lieu à de nombreuses initiatives :

Emploi - Industrie - Service Public :

- Mars 2009 : assises CGT de l'automobile à Albi
- Avril 2009 : rassemblement préfecture de région, états généraux de l'automobile, autour de MOLEX
- 24 avril 2009 : défense de l'Hôpital de Lavaur
- 3 juin 2009 : assises régionales de l'industrie à Villemur sur Tarn
- 1^{er} octobre 2009 : 1^{er} sommet social CGT Mécanic Vallée à Figeac
- 3 octobre 2009 : votation contre la privatisation de La Poste
- 22 octobre 2009 : manifestation nationale à Paris pour l'emploi et le développement industriel (30000 manifestants).

Mais aussi : défense du fret ferroviaire, de l'éducation nationale...

C'est dans ce contexte de mobilisation des salariés, que le gouvernement a lancé les états généraux de l'industrie dans lesquels la CGT s'est inscrite comme force de propositions que nous voulons intégrer dans le débat actuel. Le retour dans le débat public du besoin d'une politique industrielle doit s'accompagner de propositions où la concurrence ne peut pas être le seul mode d'organisation des échanges, où le rôle de la puissance publique est majeur, où la maîtrise des fonds publics, la transparence dans la gestion, de nouveaux droits d'intervention pour les salariés, les réponses aux besoins, la place de l'environnement deviennent des éléments clés dans la recherche de nouveaux modèles de développements économiques, sociaux et environnementaux.

Vous trouverez dans ce document les propositions CGT que nous avons portées lors de ces états généraux de l'industrie. La CGT fait le constat que la parole des salariés n'a pas été entendue tout au long de ces assises. A l'occasion de la réunion publique qui clôture ces états généraux en région.

**La CGT vous invite à intervenir dans le débat qui aura lieu
le 19 janvier 2010 à partir de 9h00
à la cité de l'espace.**

Tous ensemble au rassemblement régional !



Quel diagnostic en Midi-Pyrénées

300 000 emplois, c'est le poids de l'industrie en Midi Pyrénées !

L'enjeu des états généraux de l'industrie est de taille pour l'avenir de notre région et de toute sa population d'autant que le constat partagé par la CGT est loin d'être rassurant :

- ♦ l'emploi industriel stagne depuis 10 ans avec une forte saignée en 2009 : fermetures de site, suppressions massives d'emplois, baisse d'activité, délocalisations, restructurations sous prétexte de crise...
- ♦ volonté affirmée des grands donneurs-d'ordres de délocaliser leurs activités et d'imposer leur stratégie aux sous-traitants (nouvelles formes de management, entreprise étendue, méthode LEAN...).
- ♦ concentration des activités sur le bassin toulousain et mono industrie autour de l'aéronautique et du spatial.
- ♦ départs en retraite importants d'ici à 2012 (environ 20 % des effectifs).
- ♦ perte d'attractivité des métiers de l'industrie, augmentation de la précarité.
- ♦ réelle difficulté pour les PME -PMI d'accéder au système d'accompagnement financier, monopolisé par les grands groupes.



Les droits de moteur du de

La CGT propose d'élargir de compétitivité aux ac

En lien avec la gouvernance du Pôle habitants des zones de vie. Les "déc sociétés. Les acteurs sociaux, par le l

Une diversification du

Un développement des filières indus nisation de PME à vocation locale, q

La CGT défend l'idée de Développement Humain Durable.

En replaçant l'être humain au centre du système, notre société ne pourra se développer qu'en s'appuyant sur les bassins de développement humain et économique ne passe pas par la métropolisation à outrance, mais au contraire en répartissant dans l'espace

Quelle relation donneur-d'ordre/sous-traitant :

Le pôle a l'intention de mettre en œuvre une charte de bonne conduite avec une commission d'arbitrage.

La CGT souhaite faire avancer le droit d'intervention des salariés : démocratie sociale et territoriale doivent action et avoir les mêmes droits d'interventions.

Dans ce sens, la CGT revendique la création de comités interentreprises entre donneurs-d'ordres et sous-traitants.

La CGT revendique l'instauration d'un droit suspensif aux licenciements avec prise en compte des propositions alternatives.

La CGT exige l'entrée de représentants de salariés dans les conseils d'administration des entreprises et groupes.

Un pôle financier public pour l'emploi et le développement de l'industrie !

La CGT propose la mise en place d'un pôle financier public, pour mobiliser le service financier au service de l'emploi, de la satisfaction des besoins et du développement durable.



Les missions et finalités du pôle financier public, fondées sur une logique de service public et non de maximisation des profits, auraient pour objet de renforcer l'appareil productif et la reconquête de l'industrie, d'orienter et d'utiliser l'épargne populaire afin de satisfaire les besoins sociaux et économiques, d'assurer l'inclusion financière et l'accès de toutes et de tous aux services financiers, de contribuer à la mise en place et au financement de fonds régionaux pour l'emploi et le développement.

Les interventions du pôle financier public pourraient revêtir trois formes principales à savoir la distribution de crédits, l'octroi d'aides et de garanties financières, une participation au capital d'entreprises en difficulté.

Le pôle financier public aurait trois types de composantes :

- Les établissements financiers proprement dits (La banque de France, la caisse des dépôts, la banque postale, le crédit foncier, Oseo...)
- Les institutions créées par l'Etat pour assurer des financements spécifiques (Fonds stratégique d'investissement, société des participations de l'état, société de financement de l'économie française)
- Le contrôle des fonds publics par les salariés et les organisations syndicales

Ce pôle pourrait contribuer à la mise en place et au financement des fonds régionaux pour l'emploi et le développement solidaire des territoires.

des salariés, développement industriel

**gir les instances de pilotage des pôles
acteurs sociaux.**

Financier Public, la gouvernance des pôles de compétitivité ne peut se concevoir qu'en prenant en compte les attentes des "acteurs économiques" ne peuvent pas seuls être à même de faire des choix sans s'appuyer sur la composante sociale de la biais des organisations syndicales représentatives, doivent être partie prenante des orientations économiques régionales.

tissu industriel en Midi-Pyrénées :

trielles est possible et souhaitable, en favorisant l'innovation et la production locale, en favorisant la création et la pérennité qui ne soient pas soumises dans leurs activités à des décisions de grands donneurs d'ordres.

rie, qui sont aussi les bassins d'emploi et d'ancre des services publics nécessaires aux habitants de ces territoires. Le développement ensemble des territoires les activités et les lieux de production, gages de qualité de vie pour les populations.

ller de pair. Tous les salariés d'une filière ou d'un territoire doivent pouvoir bénéficier d'un droit égal à l'informa-

L'avenir de l'industrie : c'est le maintien et la valorisation des compétences des femmes et des hommes

Outre l'arrêt des suppressions d'emplois, le maintien de nos compétences en Midi-Pyrénées nous impose de faire un véritable état des lieux des départs en retraite dans les 10 prochaines années.

Selon les prévisions, dans l'industrie ce sont de 20 à 25 % des salarié-e-s qui devraient partir en retraite d'ici à fin 2012 ! Pour anticiper cette hémorragie qui pourrait mettre en péril nos savoir-faire, il est urgent de mettre en œuvre :

- ♦ des plans d'embauches par filières et par bassins d'emploi,
- ♦ une politique de transmission des savoirs dans les entreprises,
- ♦ des plans de formation à l'échelle des territoires prenant en compte les besoins.

L'attractivité des métiers de l'industrie passe par une véritable valorisation des salariés et de leurs compétences. Pour la CGT, il s'agit bien là de prioriser l'embauche dans des emplois stables, de rétablir des grilles de salaires avec des rémunérations décentes valorisant les qualifications, améliorer les conditions de travail.

La proposition CGT d'un nouveau statut du travail salarié va dans ce sens en sécurisant les parcours professionnels, améliorant la prévoyance santé et retraite, permettant la transférabilité des droits y compris de la formation, de l'ancienneté tout au long de la carrière quel que soit le lieu de travail, le changement de profession, ou d'entreprise.

Investissons les Etats Généraux de l'Industrie Tous ensemble !

Le 19 janvier 2010 au rassemblement Régional Cité de l'Espace à partir de 9h00

Modalité pratique : prenez contact auprès de vos syndicats, Unions Locales ou Unions Départementales



Bulletin de contact et de syndicalisation

Nom

Prénom

Profession

Adresse.....

Entreprise Département

Je souhaite prendre contact

Je souhaite me syndiquer

A remettre à un militant CGT ou envoyer à : Comité Régional CGT, 7 place fer à chaval - 31300 TOULOUSE